



Des élus PS et PCF étaient mobilisés auprès des salariés. PHOTOM.G.

# Plus qu'un seul hôpital public d'ici 10 ans

## Santé

**Nouvelle mobilisation des hospitaliers devant l'ARS contre la fermeture de services à l'hôpital Nord.**

**Ils dénoncent une politique de démantèlement de l'offre de soins dans un secteur largement paupérisé.**

### MARSEILLE

« Avec cette politique là, d'ici 10 à 15 ans, il n'y aura plus que la Timone comme hôpital public sur Marseille ! », déplore Pascale Jourdan, pour la CGT Hôpital Nord. Et la syndicaliste ne fait pas dans l'image mais c'est bien une réalité en œuvre qu'elle décrit : « En 2014, le centre dentaire a fermé, en 2015, le service ORL a disparu, en 2015, une grande partie de l'endocrinologie est passée à la trappe, en décembre 2016, le bâtiment des maladies infectieuses et tropicales a clos ses portes. Dès février 2017, l'ophtalmologie est réduite au minimum et on perd la chirurgie de stomatologie et plastique, en mars, c'est la moitié des lits de pédiatrie qui sont supprimés. »

Et l'avenir de l'hôpital Nord n'est pas plus à la fête : « Une partie des activités du laboratoire va disparaître et il est encore prévu de fermer la réanimation infantile, ce qui fait peser une menace sur toute la pédiatrie, de quoi perdre le niveau 3 de la maternité. Enfin, la neurologie n'est pas épargnée... » C'est pourquoi l'inquiétude des hospitaliers est à son comble. Une nouvelle fois, la CGT alerte l'Agence régionale de santé (ARS) sur « les dangers de cette politique de démantèlement des services publics, notamment sur un territoire aussi précaire que les quartiers Nord.

On va à la catastrophe », estime Danièle Ceccaldi pour la CGT AP-HM, « fermer des services entiers là où la population en a le plus besoin, c'est une aberration » et de mettre en cause « 20 ans de politique assassines sur notre protection sociale. Déjà les conséquences sont là : 27% des gens renoncent aux soins, faute de moyens ».

### Un tiers renonce aux soins

En soutien, l'UL des quartiers Nord, ainsi que les hospitaliers de la pénitencière, eux aussi en difficulté, et les élus socialistes Henri Jibrayel et Denis Rossi et communistes Claude Jorda et Jean-Marc Coppola. Ils accompagneront la délégation syndicale reçue par le directeur de cabinet de l'ARS. « L'ARS est là pour mettre en place une politique avec des lois de démantèlement des services publics où les budgets ne sont pas à la hauteur des besoins. On se profile vers une offre de santé privée avec éloignement de la proximité. Nous nous battons contre ça face au ministère car c'est lui qui doit en prendre la mesure », explique Jean-Marc Coppola. Quand le député PS réagit, mal à l'aise dans son soutien au gouvernement Hollande, « je ne suis pas là pour les législatives. Je suis venu pour soutenir l'hôpital public et toute une population qui devra renoncer aux soins car il n'y a aucun transport public des quartiers Nord vers la Timone ». C'est pourtant à l'Assemblée nationale que les textes se votent.

La délégation n'obtiendra toujours pas de réponse à ses inquiétudes, mais les revendications seront remontées à la direction de l'ARS et un rendez-vous doit être pris. « Aujourd'hui ce sont les personnels, demain, il y aura la population avec nous pour faire valoir le droit à la santé », préviennent les hospitaliers.

**Myriam Guillaume**